



JUILLET 2019 - Projet de loi Énergie et Climat : le texte n'est pas à la hauteur des enjeux

Le texte examiné manque d'envergure face à l'urgence écologique et climatique.

Si nous nous félicitons du renforcement de certains objectifs de la politique énergétique, nous craignons que sans mesures concrètes à la clé et sans moyens de financement à la hauteur, les cibles fixées pour lutter contre le changement climatique ne soient difficilement atteignables. Cette loi ne sera au final qu'une petite loi de pur affichage...

Face à la faiblesse du texte sur les questions essentielles des transports, de la rénovation thermique des bâtiments, de la production hydroélectrique ou de la lutte contre la précarité énergétique, nous avons fait des propositions innovantes, rejetées par la droite au Sénat.

Je partage l'objectif de rééquilibrer le bouquet énergétique de la France, en ramenant la part du nucléaire dans notre mix à 50 % à l'horizon de 2035, plus réaliste.

De même, le déplafonnement de l'ARENH (qui permet aux fournisseurs alternatifs d'accéder, à un prix régulé, à l'électricité produite par les centrales nucléaires historiques d'EDF) et la suppression des tarifs réglementés, soulèvent de vives inquiétudes.

D'autres secteurs économiques sont concernés par la transition énergétique ce qui suppose une vision globale des mesures à mettre en œuvre, pour que cette transition ne soit pas punitive à l'encontre des populations directement impactées, vision qui semble faire cruellement défaut aujourd'hui.

Gardons-nous tous d'oublier que transition énergétique et justice sociale doivent être liées, car, sans adhésion de tous les citoyens, il n'y aura pas de transition réussie.

Nous nous sommes abstenus sur le texte.